



Union communiste internationaliste (trotskyste)

Gaza assassiné : Israël au service de l'impérialisme

Après l'assassinat de 1400 Israéliens le 7 octobre, c'est maintenant l'armée israélienne qui massacre sans distinction femmes, hommes, enfants ; bombarde immeubles d'habitation, camps de réfugiés, ambulances, mosquées, églises... Il n'y a plus nulle part où fuir. Des familles se regroupent pour « mourir ensemble, plutôt que séparés ». Il y aurait déjà plus de 10 000 tués et combien sont morts par privation d'eau, de nourriture, de médicaments de base ?

En Cisjordanie (partie orientale de la Palestine), la violence et les assassinats des colons israéliens contre les paysans palestiniens ont redoublé. De nombreuses familles quittent leur terre pour y échapper. L'armée soutient ces exactions et met des villes entières sous couvre-feu depuis un mois.

Aujourd'hui, après 75 ans d'occupation israélienne en Palestine, au terrorisme du Hamas répond le terrorisme d'État d'Israël !

Les dirigeants des États impérialistes, et en premier lieu les USA, couvrent le massacre des Palestiniens. Ils l'approuvent de fait car depuis des décennies, Israël est leur allié le plus sûr dans cette région essentielle pour le pétrole et le commerce. Armé et financé par l'État américain, Israël a démontré aux grandes puissances, notamment à l'occasion de plusieurs guerres contre les États arabes, qu'il pouvait réprimer ceux qui menaçaient leurs intérêts au

Moyen-Orient. Alors, malgré la colonisation, la spoliation et l'oppression des Palestiniens, les dirigeants des États-Unis ont systématiquement soutenu Israël. Les pays européens – dont la Belgique – ont suivi, tout en se distinguant par quelques gestes symboliques de compassion vis-à-vis des Palestiniens.



Mais le chaos généré par l'impérialisme ne restera pas circonscrit à Israël-Palestine. Les USA ont mené des frappes en Syrie, Israël bombarde des positions au Liban et évacue les agglomérations de sa frontière, le Hezbollah menace d'une guerre régionale. L'Europe va évidemment subir les conséquences du conflit et de l'aggravation des tensions internationales. Déjà, les menaces antisémites et le racisme anti-musulman et antiarabe bondissent partout.

Le rôle de gardien de prison des Palestiniens que l'impérialisme impose à la population israélienne est une impasse. Le pays vit depuis 75 ans dans un état de guerre permanente. Les dépenses gigantesques pour l'armée, la sécurité et la construction de murs font la fortune de

quelques capitalistes aux dépens des salaires et des pensions. La militarisation de la société impose un service militaire de 24-32 mois à tous les jeunes et l'armée prend une place croissante dans la vie sociale et politique du pays. Et le pays est gouverné par des partis toujours plus à l'extrême-droite et autoritaires.

Les dirigeants des pays arabes ne sont pas les alliés des Palestiniens. Ces dictatures craignent les révoltes des populations. L'Algérie a interdit les manifestations de soutien à la Palestine jusqu'au 19 octobre. L'Égypte ne laisse entrer que quelques centaines de gazaouis étrangers ou binationaux. Et il faut se souvenir qu'en septembre 1970, le roi de Jordanie faisait bombarder les camps de réfugiés pour y écraser les combattants palestiniens, dont le soutien populaire devenait gênant pour son pouvoir.

Les seuls alliés des travailleurs palestiniens sont les travailleurs des pays arabes et aussi d'Israël et du monde.

Car pour parvenir à la paix, les résolutions de l'ONU ne servent à rien, il faudra le renversement de l'ordre impérialiste et seuls les travailleurs en ont la capacité.

L'impérialisme a créé et entretenu les guerres dans la région en multipliant des divisions artificielles. Il condamne les peuples des pays pauvres à la misère et à l'exploitation, notamment au Moyen-Orient.

Ce sont les mêmes pays impérialistes qui font la guerre à la Russie avec la peau des Ukrainiens et qui entourent la Chine de bases militaires et réarment massivement en prévision d'un potentiel conflit mondial.

Derrière le droit des Palestiniens et des Israéliens à exister, il y a la cause de tous les opprimés, de tous les travailleurs. Le renversement du

capitalisme est une nécessité pour permettre aux peuples de vivre sur un pied d'égalité, au Moyen-Orient comme à l'échelle du monde.

Face aux impérialistes et aux nationalistes de tous bords qui veulent nous diviser entre Juifs, Arabes, Européens, Américains, Chinois, Russes... pour nous imposer leur politique, affirmons notre camp : celui

des travailleurs du monde entier !

Car au Moyen-Orient c'est la fraternisation des travailleurs israéliens, palestiniens et de tous les peuples de la région contre leurs exploités capitalistes qui pourra dépasser les divisions et contribuer à renverser cet ordre barbare !

La politique d'Israël au service de l'impérialisme

Israël, gendarme de l'impérialisme

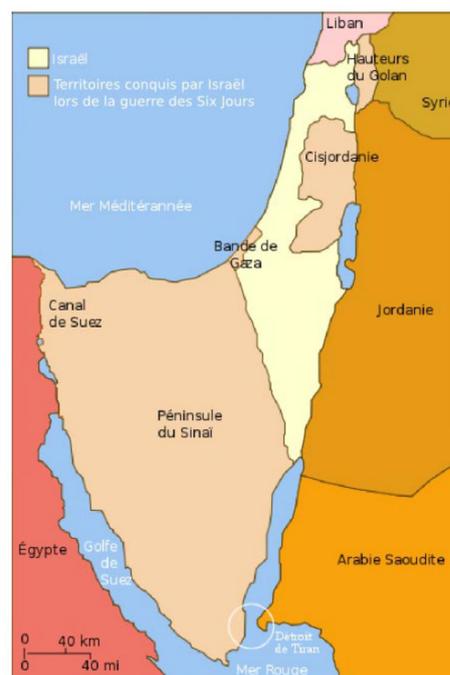
Les massacres de l'armée israélienne à Gaza et l'extension de la colonisation en Cisjordanie ne sont pas des phénomènes nouveaux. Ils sont la conséquence de la domination des puissances impérialistes au Moyen-Orient. L'État d'Israël a été dès le début utilisé comme leur tête de pont militaire dans la région. En 1896 déjà, Theodor Herzl un des fondateurs du mouvement sioniste déclarait : « Pour l'Europe nous constituerions là-bas un avant-poste contre l'Asie, nous serions l'avant-garde de la civilisation contre la barbarie ».

En 1948, juste après le partage de la Palestine en deux États voté par l'ONU, une première guerre éclate, dont les milices sionistes sortent vainqueures des États arabes voisins. Ce fut l'occasion pour Israël d'agrandir son territoire et de se faire reconnaître par les grandes puissances. Plus de 700.000 Palestiniens furent chassés de leur terre. L'État arabe palestinien promis ne verrait pas le jour, la Cisjordanie et Gaza restant occupées par la Jordanie et l'Égypte.

Après le départ de l'armée anglaise de la région, Israël s'offrait

comme point d'appui à l'impérialisme. En particulier contre les gouvernements arabes qui cherchaient à se libérer de la pression impérialiste. Dès 1956, le dirigeant nationaliste égyptien Nasser décidait de nationaliser le canal de Suez (en Égypte, mais détenu par la France et l'Angleterre). Il se heurta à une intervention militaire de la France et de la Grande-Bretagne avec pour allié Israël. Sous la pression des USA, les troupes anglo-franco-israéliennes durent se retirer, mais ce fut l'occasion pour l'impérialisme américain de vérifier combien Israël pouvait être un allié utile et fiable.

En 1967, lors de la Guerre des Six Jours, Israël attaquait l'Égypte et la Syrie. Cela lui permit de prendre des territoires à ces deux pays, d'occuper la Cisjordanie, Gaza et Jérusalem-Est (la partie palestinienne de Jérusalem). Et Israël commença à établir des colonies dans les territoires palestiniens. Politique qui se poursuit jusqu'à aujourd'hui, où la Palestine est coupée entre la prison à ciel ouvert de Gaza et la Cisjordanie qui n'est plus qu'un archipel de territoires palestiniens entouré de colonies israéliennes.



Territoires conquis par l'armée israélienne lors de la guerre des Six-Jours

Le gouvernement israélien va continuer à jouer ce rôle de gendarme de l'impérialisme au Moyen-Orient. En 1982, il mène la guerre au Liban pour réprimer les militants palestiniens. L'armée israélienne va ensuite systématiquement bombarder les régimes hostiles aux USA : en Iran, en Irak, en Syrie.

Ce climat de guerre et d'hostilité permanent avec ses voisins en fait un allié fiable pour les États-Unis, car le

Abonnement : 26 € pour 20 numéros, ou plus avec soutien.

Le journal passe de 0,8 à 1 €, suite à l'augmentation des prix du papier et de l'encre... et du nombre de pages.

Vous pouvez vous abonner à **Lutte Ouvrière** par virement IBAN : BE16 0004 2035 6974 BIC : BPOT BEB1

avec la mention : abonnement LOB et vos coordonnées postales.

ou par envoi de vos coordonnées et du prix de l'abonnement à la boîte postale BP 54, rue de la Clef, 7000 Mons.

Éditeur responsable : M. Woodbury, même adresse.

pays n'a alors pas d'autre choix que de se ranger dans le camp de l'impérialisme pour sa protection. En effet, le pays ne survit qu'avec l'aide financière et militaire des USA.

Le refus permanent des gouvernements israéliens et de l'impérialisme de créer un État palestinien, a fourni le terreau pour le développement de tendances de plus en plus réactionnaires, ultranationalistes, intégristes religieuses juives, ouvertement racistes ou prônant l'expulsion de tous les Arabes.

Tensions en Cisjordanie



Gaza (à gauche) et Cisjordanie (à droite)

En Cisjordanie, les restrictions de déplacement imposées à la population par l'armée israélienne se sont aggravées depuis le week-end du 7 octobre. La ville d'Huwara, avec ses 7 500 habitants et 400 commerces, est sous couvre-feu militaire. Tout est clos depuis bientôt un mois. L'armée bloque les routes principales, maintenant réservées aux colons israéliens. Des habitants ne peuvent pas traverser la rue pour emmener leurs enfants à la clinique ou accéder au marché. Dans la ville d'Hébron, la situation est similaire et les Palestiniens n'ont droit qu'à une à deux heures toutes les quarante-huit heures, pour sortir de chez eux.

Pour se défendre, les entrées des habitations sont barricadées, chaque fenêtre est équipée de barreaux. Certains tentent de s'armer pour

contrer les attaques répétées des colons et de l'armée. Mais souvent, les représailles se font très rudes. Les colons cassent les vitrines, pillent les magasins, harcèlent les Palestiniens, le tout sous la protection de l'armée qui les tient à distance avec des bombes lacrymogènes. En moins d'un mois, au moins 110 Palestiniens ont été tués par l'armée ou par les colons en Cisjordanie occupée. Les habitants vivent dans l'angoisse permanente d'être tué ou de perdre un proche.

Cela n'empêche pas des mouvements de contestation de se former, notamment à travers des manifestations dans lesquelles des centaines de personnes ont crié leur colère contre les bombardements à Gaza. Ce soutien à Gaza s'exprime dans plusieurs villes de Cisjordanie, mais également en Jordanie, au Liban, en Lybie, en Irak, au Yémen... où des milliers de gens manifestent.

Opposition à la guerre en Israël et ailleurs

Y compris parmi les Israéliens, des militants défendent le droit à l'existence et à la vie des Palestiniens ! Certains s'interposent devant les colons armés et crient « ne tirez pas ! », dans l'espoir d'arrêter l'escalade de violence. Ils dénoncent les violences que l'État d'Israël fait subir aux peuples.

C'est le cas d'un ancien soldat israélien, ayant combattu à Gaza en 2014 qui dit aujourd'hui : « La seule façon de battre le terrorisme, c'est de créer de l'espoir dans un futur où les Israéliens comme les Palestiniens auront des droits et seront libres. Là, nous pourrions vivre côte à côte. »

En dehors du Moyen-Orient, dans les villes du monde entier, des gens manifestent contre les violences terribles, les bombardements et toutes les vies qui sont emportées... Mais les autorités, y compris celles des « pays démocratiques » voient souvent cela d'un mauvais œil. C'est le cas par

exemple aux États-Unis, où la police a arrêté des centaines de manifestants juifs révoltés par les bombardements sur Gaza. Ils étaient plusieurs milliers à New-York à scander « cessez le feu maintenant ! », « pas en notre nom ! » ou encore « les Palestiniens devraient être libres ! ».

La situation se tend de plus en plus et le fossé de sang continue de se creuser entre les peuples palestiniens et israéliens ; sous les actions en premier lieu du terrorisme d'État d'Israël ainsi que de l'organisation terroriste du Hamas. Mais des deux côtés, des voix s'élèvent pour appeler à la solidarité entre les peuples, dire qu'ils pourraient vivre côte à côte. Des voix qui peuvent rappeler à chacun qu'il ne s'agit pas là d'une guerre de religion ou d'ethnie mais bien d'une guerre menée pour les intérêts économiques des capitalistes les plus puissants.

Frappes israéliennes en Syrie



Depuis l'attaque meurtrière du Hamas le 7 octobre, Israël a multiplié ses bombardements sur le sol syrien. Cela fait des années que l'aviation israélienne bombarde régulièrement la Syrie, notamment les aéroports d'Alep et de Damas, cherchant à contrer l'influence de l'Iran dans ce pays dévasté par la guerre civile. Plusieurs centaines de personnes seraient mortes de ces frappes, soldats et civils.

Par ces interventions, Israël joue son rôle de tête de pont de l'impérialisme américain. Le gouvernement des États-Unis tente ainsi d'affaiblir l'Iran à moindres frais, son principal ennemi dans cette région riche en pétrole.

Industrie d'armement israélienne

Israël n'est pas seulement le pays où les dépenses militaires sont parmi les plus élevées au monde par habitant. Le pays a aussi développé une industrie d'armement qui le classe parmi les dix principaux exportateurs de la planète.

Les exportations d'armes d'Israël ont doublé ces neuf dernières années. Elles étaient destinées entre autres à des pays arabes avec lesquels Israël avait normalisé ses relations ou à l'Azerbaïdjan qui en septembre dernier a mené une offensive contre l'Arménie, pour le contrôle du Haut-Karabakh.

Israël a développé sa propre industrie d'armement, mais ce n'aurait pas été possible sans les aides financières garanties par les États-Unis. En retour, les géants de l'industrie américaine sont incontournables dans la production d'armes sous label israélien. Ainsi, Rafael Advanced Defense Systems, grand conglomérat public de défense et d'aérospatiale israélien, collabore en permanence avec les groupes d'armements américains Raytheon et Lockheed Martin. Par

cet entremêlement, l'industrie d'armement en Israël est un prolongement du complexe militaro-industriel américain, même si les groupes français comme Thales et EADS s'y sont fait une petite place.

Extraits de Lutte ouvrière France



Système de défense aérien israélien de la société Rafael

Israël : économie en berne

Si les premières victimes de la politique guerrière de l'État israélien sont les Palestiniens, la population israélienne en subit aussi les conséquences, en militaires tués, en civils assassinés comme le 7 octobre, mais aussi sur le plan économique.

Depuis un mois, l'armée israé-

lienne a mobilisé 360.000 réservistes. À cela s'ajoutent les travailleurs palestiniens qui ne peuvent plus passer la frontière, ceux qui sont refoulés vers Gaza et les travailleurs étrangers qui fuient le pays. Ce sont autant de travailleurs en moins pour faire tourner les entreprises. Cela ne peut qu'entraîner une augmentation des cadences pour les travailleurs restants, et une dégradation de leurs conditions de vie, même avec le soutien financier des États-Unis.

Les agences de notations des marchés financiers sont déjà en train de discuter d'une baisse de la cote de l'État d'Israël si la guerre continue, ce qui signifierait une augmentation des taux d'intérêts pour la dette israélienne, et de nouvelles diminutions des budgets pour la santé ou l'école, déjà bien rabetés par l'augmentation des budgets de l'armement.

Les travailleurs israéliens oseront-ils braver l'état de guerre en se mobilisant contre les attaques du gouvernement, comme l'a fait une partie de la population en début d'année contre la réforme judiciaire ? Ce serait en tout cas un pas vers la seule voie qui peut permettre d'arrêter cette guerre : la fraternisation des peuples contre l'impérialisme et ses gendarmes.

Dans les entreprises

Titres « service » pas titre « esclave »

En 2022, l'entreprise de nettoyage industriel Laurenty se lançait dans l'activité « titres-services » et reprenait l'agence de titres-services Esiol à La Louvière. Après à peine un an, Laurenty trouve le secteur « pas suffisamment rentable », passant son activité « titres-services » à la firme Trixxo.

Un beau matin d'août, les près de 100 aides ménagères de la région du Centre ont donc reçu un message de leur employeur les convoquant à une assemblée du personnel le même

jour. Assemblée où il leur était annoncé qu'elles seraient reprises par Trixxo. Depuis lors, Trixxo n'arrête pas de faire pression sur les travailleuses pour signer un nouveau contrat, ce qu'elles ont presque toutes refusé jusqu'à présent.

« Nous ne faisons aucune confiance. Le nouveau contrat qui nous est proposé ne reprend pas les anciennetés, ou plutôt : il ne reprend que l'ancienneté chez Laurenty, c'est-à-dire un an. Or, certaines collègues travaillent depuis 10 ou 15 ans, voire plus. C'est déjà scandaleux de travailler pour 14 € et quelques centimes par heure avec 15 ans d'an-

cienneté, mais là, ça signifie redescendre à 13 € et des poussières !

Trixxo ne respecte pas le minimum de la législation sociale. Par exemple, quand quelqu'un est malade, le nouveau patron nous interdit de quitter la maison, nous menaçant d'envoyer le médecin-contrôle. Et cela même si on a un certificat avec permission de sortir. Or, beaucoup parmi nous sont des femmes qui élèvent leurs enfants seules. Comment faire pour les amener à l'école, etc. ? En tant que maman seule, même quand on est malade, on ne peut pas se permettre de rester couchée ! Et c'est vraiment nous traiter comme des criminelles !

Ensuite, Trixxo veut nous imposer des horaires fixes. Presque personne parmi nous n'a un temps plein, et de toute façon, il est physiquement impossible de nettoyer huit heures par jour, du lundi au vendredi, tout en gérant son ménage et sa famille. À 40 ans et souvent bien avant, nos corps sont usés ! Or, avec les heures fixes (p. ex. de 8 à 12h tous les jours), des collègues racontent qu'au Forem, on leur refuse le complément chômage, leur disant qu'elles doivent chercher un travail pour l'autre moitié de la journée aussi.

On a vraiment l'impression que l'étau se resserre toujours plus. Les patrons profitent de nos difficultés. Et où que tu te tournes, on te crée encore plus de difficultés. Et combien de temps, avant que Trixxo ne revende à un autre exploitateur encore pire ? »

Mort d'un livreur

L'enquête relative à la mort par accident en février 2023 du livreur à vélo Sultan Zadrán a été classée sans suite. Cet homme de 38 ans avait fui le régime des Talibans il y a 10 ans, et son travail de livreur était la seule source de revenus pour son épouse et leurs 5 enfants. Des milliers de livreurs prennent chaque jour la route pour effectuer des centaines de livraisons, le plus souvent en soirée. La plupart sont payés à la course et

poussés à accélérer l'allure pour espérer faire suffisamment de courses pour avoir de quoi vivre. Les risques d'accidents seraient ainsi multipliés par 15 pour les livreurs. Contrairement à ce qui a été affirmé par l'entreprise Uber, la famille de Sultan Zadrán n'a reçu, 9 mois après le décès, aucune indemnité... Mais rien ne remplacera la mort de ce travailleur.



Crédit : Franklin Heijnen (CC)

Licenciements à l'hôpital Brugmann

Le 2 novembre, plusieurs dizaines de travailleurs étaient réunis devant l'hôpital Brugmann à Laeken, pour dénoncer le licenciement de six de leurs collègues des ressources humaines « pour des motifs infondés », dénonce l'une des concernées !

Les services sont en sous-effectif

partout et ils continuent de mettre à pied des travailleurs pour économiser sur la main d'œuvre !

Non à cette logique de rentabilité indissociable du capitalisme, qui accentue toujours la pression sur les équipes et qui pousse le personnel des hôpitaux et ailleurs à bout.

Saint-Gobain, le coût de la course au profit

La direction de Saint-Gobain a annoncé la fermeture de l'usine d'Eupen, qui produit du verre transformé, utilisé pour le double vitrage. Cette fermeture entraîne le licenciement des 55 salariés.

La direction justifie cette décision en raison de "résultats négatifs". En réalité, le bénéfice net du groupe Saint-Gobain a été multiplié par 5 en 2022, avec 2,5 milliards €. Il faut dire qu'une pluie de milliards d'argent public arrose le secteur de la construction, ce dont le groupe Saint-Gobain a largement profité en France et en Belgique. Mais le groupe a utilisé ses bénéfices pour racheter ses propres actions et augmenter ainsi de 23% le dividende versé aux actionnaires. La fermeture de l'usine d'Eupen ne vise qu'un seul objectif : maintenir les dividendes élevés en comprimant les salaires par des licenciements tout en augmentant la charge de travail sur d'autres travailleurs du groupe.

Leur Société

De l'argent pour l'armement

L'entreprise belge d'armement Mecar a décidé d'investir 15 millions d'euros supplémentaires pour diversifier ses activités. Le chiffre d'affaires de Mecar avait explosé en 2022, doublant par rapport à celui d'avant Covid. C'est la guerre en Ukraine qui en est l'origine, une par-

tie de la production partant directement là-bas dans le cadre du programme « CaMo » passé entre la France et la Belgique, et qui prévoit



1,6 milliard d'euros pour financer l'achat de véhicules militaires.

Moins d'écoles, plus de fabriques d'armes, voilà l'avenir que nous réserve le capitalisme...

Où vont les armes ?

Parmi les armes envoyées en Ukraine se trouvent des tonnes de vieux matériel de l'armée belge.

C'est l'occasion pour le gouvernement de renouveler son propre matériel... et d'enrichir les industriels de l'armement. L'armée belge a d'ailleurs passé un contrat de 1,7 milliard avec la FN Herstal pour la production d'armes.

Mais où finiront ces armes exactement ? Récemment, un nouveau scandale de corruption impliquant des dignitaires du ministère ukrainien de la Défense rappelle que le détournement des fonds et des armes est un grand classique de toutes les guerres. Les armes provenant des guerres précédentes engagées par l'OTAN, comme la guerre en ex-Yougoslavie, se retrouvent partout dans le monde, venant armer les bandes armées, mercenaires et terroristes.

Bombes climatiques... larguées par le capitalisme

Une enquête internationale recense 425 « bombes climatiques » au niveau mondial. Il s'agit d'exploitations ou de projets d'exploitation de ressources en énergies fossiles qui conduiront à l'émission d'au moins un milliard de tonnes de CO₂ dans l'atmosphère. Ensemble, ces bombes climatiques devraient rejeter 3 fois plus que le seuil à ne pas dépasser pour éviter une augmentation des températures supérieures à 1,5°C.

Les sites d'extraction de matières fossiles sont souvent situés en Afrique, dans des pays quasiment dépourvus de réseaux électriques, mais dont les ressources en pétrole, gaz et charbon sont exportées vers les pays développés. Tel, par exemple, le nouveau projet d'extension du site minier de Morupule, au Botswana, dont une partie de la production de charbon est réservée à l'Europe... privée du charbon russe par les sanctions économiques. La banque BNP Paribas, dont l'État belge est un important actionnaire, figure dans le top 5 des plus grandes banques qui financent ce type de projets. Ainsi, pendant que les responsables de l'ONU

tirent la sonnette d'alarme sur les conséquences du réchauffement climatique en cours, les capitalistes occidentaux se précipitent sur les ressources en hydrocarbures et charbon, promesses de profits élevés, avec le soutien de leurs gouvernements.

Deal ?

Le gouvernement s'apprête à signer un accord, avec l'aval du Parlement, qui le lie à Engie pour la prolongation des centrales nucléaires. Au terme de cet accord, le gouvernement accepte de limiter la responsabilité d'Engie dans le coût du traitement des déchets radioactifs à 15 milliards €. Le montant total du coût de ce traitement pourrait cependant « être beaucoup plus important » d'après le journal patronal l'Écho, d'autant plus que tous les coûts sont en hausse... Ce sera donc le contribuable qui paiera la différence.

Le gouvernement fédéral créera un fonds spécial, Herdera, qui aura pour mission de gérer ces 15 milliards pour tenter de produire suffisamment d'intérêts pour couvrir les coûts supplémentaires. Herdera investira peut-être cet argent dans des actions Engie ? Ou à BNP Paribas, dans des projets d'exploitation du charbon, comme au Botswana ? En tout cas, l'argent retournera immédiatement aux capitalistes...

Pour ce qui est du financement des coûts de la prolongation des centrales de Doel 4 et Tihange 3, estimés à 2 milliards au minimum, le gouvernement crée également une structure commune avec Electrabel, NuclearSub. Electrabel, qui détient 90% des centrales nucléaires, en cédera 40% à l'état « à un prix à déterminer ». Autant faire un chèque en blanc à Engie-Electrabel.

L'État s'engage, en outre, à garantir un rendement de 7% sur les capitaux investis par Electrabel, ainsi qu'une marge opérationnelle de 16,5% pour la gestion des centrales nucléaires. Cette marge, très élevée,

est attendue sous prétexte des prix élevés actuels de l'énergie. Si les prix de l'énergie baissent, l'État risque de payer plusieurs milliards à Electrabel pour assurer les 16,5%...

Tout cela sans oublier que, désormais, l'État, propriétaire de 50% des centrales nucléaires, devra assumer au moins la moitié du coût de leur démantèlement... Les journalistes, qui analysent ce projet d'accord, constatent que ce texte « touffu » présente de nombreux détails sujets à interprétations, soit autant de portes ouvertes à de nouvelles « négociations » pour inciter l'État à mettre encore la main au portefeuille... c'est-à-dire faire payer la population !

Il est frappant de constater, dans le deal entre Engie et le gouvernement, à quel point les capitalistes sont incapables de gérer cette technologie sur le long terme, comment ils cherchent à en transférer les coûts sur l'État, tout en lui demandant de garantir leurs profits.



Centrale de Doel dont le réacteur 4 sera prolongé

Prout ma chère !

Alors que les trajets en train sont subsidiés à hauteur de 40%, des associations de défense de l'environnement s'indignent que le gouvernement flamand subsidie 75% des frais de fonctionnement de l'aéroport d'Anvers... qui concerne presque exclusivement des jets privés. En 2022, 42 000 mouvements d'avions, transportant 6 passagers en moyenne, atterrissaient ou décollaient d'Anvers en direction de Bruxelles, Courtrai, mais aussi Londres, Amsterdam, Paris, Prague ou Malaga... Ces « sauts

de puces » vers sa résidence secondaire, un shopping de luxe où des plages privées sont responsables de 50% des émissions de CO2 du transport aérien alors qu'ils ne transportent que 10% des passagers.

Augmentation des tarifs de la STIB

Alors que les normes d'émissions pour rentrer à Bruxelles sont sans cesse plus strictes, que les prix des carburants explosent et que les frais de stationnement sont toujours plus prohibitifs, la STIB va augmenter ses tarifs de 6,9% pour l'an prochain ! On fait comment pour se déplacer sans se ruiner ?

Privatiser les profits socialiser les pertes



Credit: Raymond Spekking (CC)

La société de transport de marchandises par train Lineas est au bord de la faillite. L'entreprise avait bénéficié de 135 millions de cadeaux de l'État, qui avait supprimé 500 postes, avant de la privatiser en 2015.

L'entreprise a alors réalisé des dizaines de millions de bénéfices, au plus grand profit des actionnaires. Mais depuis la crise du Covid et l'augmentation des prix de l'énergie, l'entreprise s'est à nouveau déclarée déficitaire. Le ministre des Transports Gilkinet (Ecolo) a déjà débloqué un cadeau de 15 millions pour la renflouer, et appelle à faire encore plus pour soi-disant « sauver l'emploi ».

Le ministre cherche surtout à sauver les profits des actionnaires, et aussi à maintenir les infrastructures nécessaires pour transporter partout en Europe les milliers de tonnes de marchandises qui arrivent chaque

jour dans le port d'Anvers.

Les vrais profiteurs

Dans une courte vidéo, Bart De Wever (N-VA) a sorti sa démagogie habituelle. Il s'en est pris aux profiteurs "vers qui va tout l'argent de l'État, qui regardent les travailleurs avec mépris car eux-mêmes n'ont pas besoin de travailler". Dénonce-t-il les capitalistes, évidemment non !

De Wever veut faire croire aux travailleurs que les profiteurs, ce ne sont pas les grandes familles capitalistes qui accumulent des milliards en exploitant les travailleurs et en raflant les cadeaux de l'État, mais bien les chômeurs qui gagnent entre 40% et 65% du salaire du travail dont ils ont été licenciés, et encore s'ils passent tous les contrôles et exigences de plus en plus tatillonnes.



La N-VA n'a aucune intention de s'attaquer aux vrais profiteurs capitalistes. Quand De Wever rappelle que 20 milliards d'euros partent chaque année pour payer les intérêts des banques, c'est pour dire qu'il faut encore diminuer les dépenses publiques, et évidemment pas pour dire qu'il faut réduire les profits des banquiers. Quand il dit qu'il faut baisser les impôts, soi-disant pour encourager le travail, il cherche à masquer les futurs cadeaux qu'il va offrir aux grands patrons.

Au gouvernement flamand, la N-VA avait donné des milliards de subsides aux entreprises et au fédéral, elle avait diminué l'impôt sur les sociétés et fait passer le tax shift qui, selon l'aveu d'un journaliste de Trends Tendence (pro patronal), allait servir surtout à « rétablir les

marges des entreprises et enrichir les actionnaires ».

Sa démagogie qui prétend être du côté des travailleurs ne doit pas tromper, car c'est encore sous le gouvernement MR - N-VA que l'âge de la pension est passé à 67 ans. Tout ce que cherche la N-VA, c'est de présenter les Wallons, les Bruxellois ou les étrangers en boucs émissaires pour détourner la colère ailleurs que contre les capitalistes.

Pauvreté croissante à Bruxelles

Selon le recensement de Bruss'help, le nombre de sans-abris a augmenté de 18% entre 2020 et 2022 (et de 318 % depuis 2008 !). En novembre de l'année dernière, 7 000 personnes vivaient sans domicile fixe dans la capitale, dont 977 mineurs. Et alors que l'hiver revient, on continue de voir ces situations de misère augmenter, comme le nombre de gens qui dorment dans les stations de métro.

Les foyers d'hébergement et autres centres d'accueil sont bien insuffisants pour régler le problème.

Il y a pourtant bien des solutions ! Réquisitionner les logements vides, interdire les expulsions, empêcher la spéculation sur les prix de l'énergie, engager la construction de logements de qualité et à moindres coûts sous le contrôle de la population... Pour cela il faudra aller chercher l'argent là où il est, dans les poches des actionnaires et du grand patronat !

Pharmaceutique sous perfusion

Alexander De Croo a récemment affirmé l'importance « géopolitique » du secteur pharmaceutique, annonçant que les efforts déjà entrepris par le gouvernement pour soutenir les entreprises de ce secteur allaient continuer. En effet, le secteur pharmaceutique belge est l'un des

principaux exportateurs de biopharmaceutique au monde et est en augmentation constante. Mais cette position internationale, que les gouvernements belges entendent bien garder, est le résultat d'investissements publics massifs, dont une grande partie finit dans la poche des actionnaires.

Ces cadeaux tombent de tous les côtés et il est difficile d'en faire la liste. D'abord, ce sont les recherches faites par les universités qui sont mises directement au service des entreprises pharmaceutiques. Le réseau universitaire LiEU annonce ainsi sur son site 1161 transferts de recherches universitaires mis à disposition du privé pour les commercialiser, dont un grand nombre dans les biotechnologies.

Par ailleurs, des soutiens à l'innovation et à la recherche sont offerts autant par l'Union européenne que par le gouvernement fédéral, les régions et les communautés, sous forme d'aides directes ou de baisses d'impôts, à chaque fois à coups de dizaines de millions d'euros. Les entreprises qui déposent des brevets ont aussi des baisses d'impôts automatiques sur 80% des revenus du brevet. Pas étonnant que l'entreprise Solvay dépose plus de 250 brevets par an...



Usine Solvay

De manière générale, les entreprises pharmaceutiques ne paient pratiquement aucun impôt. Dans le top 50 des entreprises qui paient le moins d'impôt que le PTB publiait chaque année jusqu'en 2017, les entreprises pharmaceutiques liées à la famille Solvay (Solvay, UCB, Janssen) étaient chaque fois dans le top 10,

payant entre 0 et 3% d'impôt contre un taux normal de 33%.

Mais la source principale de revenu des entreprises pharmaceutiques, c'est le remboursement des médicaments par l'État, et donc avec les impôts des travailleurs.

Ce remboursement s'applique sur 70% des ventes de médicaments du secteur et permet aux entreprises de fixer des prix complètement déconnectés du prix de production. Car le prix des médicaments est fixé par les entreprises qui déposent un dossier auprès d'une commission, mais sans que la commission n'ait ni les informations, ni les moyens pour faire le moindre contrôle sur la pertinence d'un tel prix.

Les capitalistes en profitent évidemment largement, comme quand le traitement de l'hépatite B avait été vendu à 43.000€ alors qu'une enquête avait révélé que son coût de fabrication était de... 42€ !

D'autres mesures bénéficient aussi directement aux actionnaires du pharma, comme la construction et l'entretien d'infrastructures (comme le Biopark de Charleroi), de centres de formation spécialisés (comme l'EU Biotech Campus et l'Ap-taskil), de réseaux, de pôles de compétitivité (comme BioWin en Wallonie et VLAIO en Flandre), l'encadrement des exportations (via l'AWEX par exemple).

Ces subsides en rafale ne sont pas le résultat d'une attention particulière du monde politique pour la santé des Belges, comme le démontrent les budgets largement insuffisants des hôpitaux.

Depuis ses débuts, le capitalisme s'est systématiquement servi de son État pour s'enrichir sur le dos de la population qui paie les impôts. Les cadeaux faits au secteur pharmaceutique ne rapportent pas à la population, mais viennent gonfler les milliards de bénéfices aux familles capitalistes les plus riches de Belgique : les Solvay, Janssen, Boël, etc.

Suppressions d'emplois à l'ONEM

Ce 30 octobre, des travailleurs de l'ONEM à La Louvière ont bloqué l'accès à leurs locaux pour protester contre les annonces de suppressions d'emplois. Selon la CGSP, la direction de l'ONEM vise à supprimer un millier d'emplois, sur 2400, par la non-reconduction de contrats temporaires, nombreux dans la fonction publique. La direction justifie cette réduction des effectifs par « la modernisation et la numérisation » des procédures.

Mais depuis de nombreuses années, toute la fonction publique connaît ce type de « modernisation », qui s'accompagne à la fois d'une diminution du personnel, d'une augmentation de la charge de travail... et d'une difficulté d'accès aux services pour la population.



L'ONEM, un service public au service des patrons.

Depuis que la fonction de contrôle des chômeurs a été reprise par des administrations régionales, comme le Forem (Wallonie), Actiris (Bruxelles) ou VDAB (Flandre), l'Office National de l'Emploi se concentre sur le paiement des allocations de chômage.

De nombreux travailleurs font d'amères expériences avec cette administration, qui semble chercher les prétextes pour leur refuser des indemnités alors qu'elle distribue les aides à l'emploi aux patrons sans jamais les contrôler. Les employeurs tirent parti de cet aveuglement volontaire de l'ONEM.

Depuis le COVID, les entreprises

ont ainsi doublé le recours au chômage temporaire sous divers prétextes, dans le but de faire payer en

réalité une partie des salaires par les caisses sociales tout en mettant la

pression sur les travailleurs pour accélérer les cadences de production. Et L'ONEM n'y voit que du feu...

International

Congo : pillage à grande échelle

Un « partenariat stratégique » a été signé le 26 octobre dernier entre l'Union Européenne d'un côté et la République Démocratique du Congo et la Zambie de l'autre. Le partenariat vise notamment à développer le couloir de Lobito, une voie de chemin de fer reliant le Katanga et la Zambie à la côte en passant par l'Angola. Une manière de vider le pays de ses ressources plus rapidement, car sous ce partenariat qui vise à développer des infrastructures dans le domaine du numérique, de l'énergie et des transports, ce sont des milliards d'euros qui seront utilisés pour le plus grand intérêt des entreprises capitalistes, sous prétexte de développement durable.



Carte de la République Démocratique du Congo

Quelques jours plus tard, le 3 novembre, la force militaire de l'ONU au Congo (MONUSCO) et l'armée congolaise ont annoncé le lancement de l'opération Springbok, destinée à arrêter les bandes armées qui sèment la terreur dans la région du Kivu, riche en minerais, au bénéfice des mêmes impérialistes. Mais en 25 ans de présence, la MONUSCO n'a

servi qu'à sécuriser les investissements étrangers, sans faire reculer les bandes armées ni même protéger les populations ! Dans tous les cas, la fin du chaos au Congo, comme ailleurs, ne sera possible qu'en se débarrassant de l'impérialisme.



Crédit : MONUSCO

Rwanda : un "Israël" africain

L'ONG Human Rights Watch a dénoncé les menaces qu'exerce l'État rwandais contre les opposants rwandais installés à l'étranger. Ceux-ci évitent d'avoir des activités politiques et s'auto-censurent de peur que leurs familles restées au pays soient prises pour cible. Pour leur répression internationale, les autorités rwandaises peuvent compter sur l'aide d'Interpol et en particulier des services de renseignements belges.

Tout comme Israël au Moyen-Orient, le Rwanda est utilisé par les États impérialistes pour maintenir leur domination et continuer à s'accaparer les ressources et exploiter les travailleurs. L'État rwandais intervient ainsi régulièrement en soutenant des groupes armés qui oppriment la population dans la région congolaise voisine, le Kivu, riche en minerais. Les troupes rwandaises sont également intervenues directement au Mozambique en 2021 pour écraser une insurrection soi-disant islamiste. Il s'agissait surtout de défendre les intérêts du géant pétrolier

français Total, et la France a ensuite reconnu l'utilité de l'intervention en faisant voter un crédit européen de 20 millions de dollars pour l'armée rwandaise. En Centrafrique, ce sont également des militaires rwandais qui ont rétabli l'ordre et assurent maintenant la sécurité du président-dictateur Touadéra.

Les impérialistes n'hésitent pas à utiliser les peuples, même ceux ayant subi un génocide, pour défendre leurs intérêts partout dans le monde. Cette politique ne peut manquer de dresser contre eux les autres peuples de la région, et les habitants du Congo qui parlent la langue rwandaise en subissent régulièrement les frais.

La seule perspective pour arrêter les guerres qui déchirent les peuples, c'est de renverser l'impérialisme.



Carte du Rwanda

Mercenaires internationaux en Ukraine

Par manque d'hommes pour aller au front du côté ukrainien, le gouvernement fait appel à des mercenaires du monde entier. En Colombie en particulier, le soutien américain et la guerre contre les guérilleros et les

narcotrafiquants en a fait un pays peuplé de nombreux militaires et paramilitaires. Vu leur salaire ou pension bien trop faibles, plusieurs d'entre eux s'engagent dans l'armée ukrainienne où ils espèrent gagner un meilleur salaire pour pouvoir nourrir leur famille ou rembourser leur crédit... ou y mourir !

Alors qu'ils ignorent presque tout du pays et du conflit, ils dépensent leurs économies pour s'y rendre. Sur place, ils subissent la brutalité extrême des combats et des bombardements. Beaucoup n'en reviennent pas et les familles n'ont souvent pas les moyens d'aller en Ukraine toucher les 411 000 \$ promis aux familles des soldats morts au front. Mais la banque, elle, leur réclame toujours le paiement de leur crédit.

46 mineurs morts au Kazakhstan

Le 28 octobre, 46 mineurs ont perdu la vie sous terre dans une explosion. C'était à Karanga, ville du Kazakhstan, dans une mine de charbon exploitée par le géant britannique ArcelorMittal. Il y a deux mois et demi, cinq travailleurs mourraient aussi à Kazakhsakia, une autre mine d'Arcelor, à la suite de quoi l'entreprise n'avait en rien renforcé la sécurité, de toute façon quasi inexistante. Tous ces travailleurs sont sacrifiés pour les profits du grand capital occidental, qui possède ces mines mais aussi d'autres ressources comme le pétrole et le gaz dans la région.

En janvier 2022, une grève des ouvriers du pétrole et du gaz avait gagné de larges parts dans la population. Les autorités kazakhes, pour briser ce soulèvement populaire, avaient dû faire appel aux paras et aux tanks de Poutine. Cette intervention militaire pour réprimer la contestation avait profondément soulagé tous les ArcelorMittal, Total, Exxon et autres grands trusts occidentaux.

Bien contents que l'armée russe réprime les travailleurs kazakhs, les gouvernements et journaux occidentaux s'étaient bien gardés de critiquer Poutine.

États-Unis : victoire partielle d'une grève partielle



Piquet de grève de l'UAW

Après plus de quarante jours de grève de dizaines de milliers d'ouvriers de l'automobile, les patrons des trois grands constructeurs historiques (Ford, Stellantis, dont fait partie Chrysler, et General Motors) ont fait des offres, que la direction du syndicat UAW a acceptées.

L'UAW qualifie ces trois accords – similaires dans leurs grandes lignes – de « victoire historique ». Il est certain que, sans leur détermination, les grévistes n'auraient pas obtenu 11 % d'augmentation immédiate de leur salaire horaire ; avec la perspective qu'au bout des quatre ans et demi du nouveau contrat l'augmentation, indemnité inflation comprise, sera autour de 30 %. Il faut toutefois rappeler que l'inflation subie les deux années passées a été de 20 %...

Les grévistes n'ont pas réussi à arracher l'abolition du statut dérogatoire, qui permet aux patrons de sous-payer les nouveaux embauchés et de diviser ainsi les travailleurs. Mais ils ont obtenu la réduction de la durée passée dans ce purgatoire avant de toucher une paye entière.

Autre élément à mettre au compte de la mobilisation : le syndicat a obtenu le droit d'appeler à la grève contre une fermeture d'usine.

Auparavant, une telle grève aurait été considérée comme une rupture du contrat collectif, ce que l'UAW s'est bien gardé de faire lors des nombreuses fermetures d'usines de ces dernières années.

Ce qui a été gagné face à un patronat puissant, bien que la grève soit restée partielle et sous le contrôle total de la direction de l'UAW, montre la force bien réelle de la classe ouvrière aux États-Unis.

LO France

Bangladesh : vive la lutte des travailleurs

Des milliers d'ouvriers du textile du Bangladesh sont en grève et ont érigé des barricades à Dacca. Ils exigent un salaire minimum équivalent à 190 euros alors que les leurs plafonnent actuellement à 70 euros. Leur colère a été relancée avec la mort de deux ouvriers due à la répression contre eux.

Alors que le fruit de leur travail fait les profits des grandes marques occidentales qui ont largement les moyens de payer des salaires décents, ces travailleurs ont mille fois raison de se battre.

LO France



Suivez-nous sur Facebook : Lutte Ouvrière Belgique

E-Mail: contact@lutte-ouvriere.be

Tel : 0470-18.82.39

Internet : www.lutte-ouvriere.be

Partagez nos publications !